

DE L'ASSASSINAT DES PRESIDENTS DES ETATS-UNIS

Les États-Unis sont nés suite à une révolution (*The American Revolution* trop hâtivement traduit en français par *La Guerre d'Indépendance*) lorsque les treize colonies anglaises, qui n'ont guère de points communs entre elles, se sont réunies (ou plutôt coalisées) pour bouter l'occupant hors du continent américain. Cette révolution est évidemment marquée par plusieurs actions violentes pendant les huit années du conflit (1775-1783) alors que, fait remarquable, les cent-cinquante années précédentes ne connaissent aucune manifestation mortelle contre les représentants de la monarchie. Mais les actions de revendication des colons débouchent aussi sur des violences collectives. Les citoyens de la Caroline du Nord se rebellent contre les percepteurs royaux corrompus entre 1764 et 1771. Ceux de Boston mènent des actions de harcèlement qui culminent le 16 décembre 1773 par la célèbre *Boston Tea Party* au cours de laquelle les patriotes déguisés en Indiens jettent par dessus bord les cargaisons de thé des navires marchands. Des soulèvements populaires sporadiques se manifestent aussi entre 1791 et 1794 pendant le premier mandat présidentiel du général Washington (22 février 1732 – 14 décembre 1799) lors de l'instauration de la taxe sur le whisky (*The Whiskey Rebellion*).

Les premières années d'existence de la nouvelle nation sont aussi marquées par la fréquence élevée de duels entre personnalités politiques de premier plan. Le 11 juillet 1804, le vice-président en exercice, Aaron Burr (6 février 1756 – 14 septembre 1836) blesse mortellement son ennemi politique et ancien Secrétaire au Trésor Alexander Hamilton (11 janvier 1757 – 12 juillet 1804) dans un duel au pistolet sur les hauteurs de la petite ville de Weehawken, N.J. (Burr ne sera jamais jugé pour cet acte qui met cependant fin à sa carrière politique). Le bouillant général et futur président des États-Unis Andrew Jackson (15 mars 1767 – 8 juin 1845) a été impliqué dans une centaine de duels. A cours de l'un d'entre eux, il tue l'avocat Charles Dickinson (1780 – 30 mai 1806) pour une histoire de pari truqué dans une course de chevaux. De même son ami et futur sénateur du Missouri Thomas Hart Benton (14 mars 1782 – 10 avril 1858) blesse mortellement son adversaire Charles Lucas (25 septembre 1792 – 27 septembre 1817) sur la bien nommée petite île *Bloody Island* dans le Missouri. Le président de la Cour Suprême de l'État de Californie David S. Terry (8 mars 1823 – 14 août 1889) blesse mortellement le sénateur David C. Broderick (4 février 1820 – 16 septembre 1859) suite à leurs différends politiques concernant la question de l'implantation de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest américain et dans l'État de Californie.

Petit à petit cependant, la pratique des duels cesse et la violence politique s'incarne alors dans les tentatives d'assassinat sur personne, en particulier sur le détenteur du pouvoir suprême, le Président des États-Unis. La première victime

est précisément le forcené des duels, le général Andrew Jackson, alors en fonction comme septième président des États-Unis. (Jackson occupe la Maison Blanche de 1829 à 1837). Cette tentative (manquée) a lieu le 30 janvier 1835 devant le Capitole alors que le président est venu assister aux funérailles du député de la Caroline du Sud Warren R. Davis (8 mai 1793 – 29 janvier 1835). Richard Lawrence (1800 – 13 juin 1861), peintre en bâtiment au chômage de nationalité britannique, pointe sur le Président deux pistolets qui s'enrayent, les balles s'étant répandues dans les poches de l'assassin en raison de l'humidité ambiante. Lawrence est en proie à une schizophrénie paranoïde, s'imaginant être la réincarnation américaine du roi d'Angleterre Richard III (2 octobre 1452 – 22 août 1485) et devant à ce titre être compensé de sa déchéance royale par le paiement d'une somme d'argent que, selon lui, l'Administration américaine du président Jackson refuse de lui payer en rejetant la création d'une banque nationale. Lawrence est jugé, mais à la requête de Jackson lui-même et du procureur (le célèbre Francis Scott Key, 1 août 1779 – 11 janvier 1843, créateur de *The Star-Spangled Banner* composé en 1814 et définitivement adopté comme hymne national par une résolution du Congrès en 1931), il est déclaré non coupable en raison de son état mental et condamné à l'internement dans un hôpital psychiatrique de la capitale fédérale (St Elizabeths Hospital). C'est là qu'il meurt vingt-cinq ans plus tard au moment même où la nation américaine connaît une profonde déchirure et entre durablement dans le domaine du meurtre politique.

Comme pour les assassinats ultérieurs, plusieurs commentateurs ont avancé l'idée d'un complot ourdi par les adversaires de Jackson, Richard Lawrence n'étant alors que le bouc émissaire au service de visées politiques. Jackson lui-même soupçonne son ancien vice-président renégat et théoricien de l'idéologie sudiste ainsi que des droits des États, le sénateur de la Caroline du Sud John C. Calhoun (18 mars 1782 – 31 mars 1850) ainsi que le sénateur et ancien gouverneur du Missouri George Poindexter (1779 – 5 septembre 1853) qui a eu la mauvaise idée de faire repeindre son domicile de Washington par le même Richard Lawrence! Aucune preuve formelle cependant ne peut être avancée qui confirme les soupçons des uns ou des autres. Nul ne peut dire si l'assassin a été l'instrument d'une machination politique à son corps défendant.

L'ASSASSINAT D'ABRAHAM LINCOLN

Abraham Lincoln (12 février 1809 – 15 avril 1865) est le seizième Président des États-Unis, en fonction de 1861 à 1865 et, aux yeux de l'opinion publique américaine comme à ceux de nombreux historiens, le plus éminent que la nation a élu après George Washington. Il fait face à la plus grave crise constitutionnelle et morale que les États-Unis connaissent avec l'épisode sanglant de la Guerre de Sécession (*The Civil War*). Grâce à son talent politique, il parvient à préserver l'intégrité territoriale de la nation, abolir l'esclavage légal et renforcer les pouvoirs de la branche exécutive tout en modernisant l'économie.

Né à Hodgenville dans le Kentucky, Lincoln est un homme de la "frontière " (au sens américain du terme). Autodidacte, il devient avocat à Springfield dans l'Illinois puis entre en politique sous la bannière du Parti "Whig " en se faisant élire pour quatre mandats successifs à la Chambre des Représentants de l'État de l'Illinois. (Le parti Whig a été créé en 1833 -1834 pour s'opposer à la politique du président Jackson. Il cesse d' exister en 1860). Après avoir été élu à la Chambre des Représentants à Washington en 1846, Lincoln reprend ses activités juridiques de 1849 à 1854. Il devient alors l'un des leaders du tout nouveau Parti Républicain fondé le 28 février 1854 par des dissidents nordistes du Parti Whig et du Parti Démocrate hostiles au *statu quo* sur l'esclavage et aux revendications souverainistes des États fédérés. A ce titre, il est candidat au Sénat des États-Unis et s'oppose dans une série de débats célèbres à son adversaire démocrate, le sénateur Stephen Douglas (23 avril 1813 – 3 juin 1861). Lincoln perd l'élection sénatoriale mais prend sa revanche à l'occasion de l'élection présidentielle de novembre 1860 où il remporte cent quatre-vingt sièges dans le collège électoral contre un total cumulé de cent vingt-trois à ses trois adversaires. Il est significatif de noter que Lincoln ne doit sa victoire qu'à l'appui et au soutien déterminé des États du Nord et de l'Ouest, le Sud votant unanimement contre lui.

Dès que l'élection de Lincoln est perçue comme irréversible, les États du Sud décident de quitter l'Union fédérale, ceci avant même que le Président prenne ses fonctions en mars 1861. (Avec l'adoption du vingtième amendement à la Constitution ratifié en 1953, le Président prend ses fonctions le 20 janvier. A l'exception de George Washington qui est investi le 30 avril 1789, tous les présidents élus entrent en fonction le 4 mars avant l'adoption de l'amendement). La Caroline du Sud fait sécession dès le 20 décembre 1860. La Floride, le Mississippi, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane et le Texas le font le 1^o février 1861. Ces états adoptent une constitution et se déclarent souverains devenant *The Confederate States of America*. Ils adoptent la devise *Deo Vindice* (" Dieu est avec nous ", ou bien en anglais *Under God, our Vindicator*). En avril 1861, la Virginie, l'Arkansas, le Tennessee et la Caroline du Nord rejoignent la Confédération qui choisit l'ancien Secrétaire à la Guerre de l'Union Jefferson Davis (3 juin 1808 – 6 décembre 1889) comme président.

Contrairement à ce que ses adversaires du Sud et certains historiens pensent, le président Lincoln n'est pas abolitionniste car il a toujours eu des positions très modérées sur l'esclavage qu'il pensait devoir maintenir là où il existait. Il souhaitait une évolution lente et progressive en vue d'éradiquer cette "institution particulière " plutôt qu'une abolition brutale et sans contrepartie financière pour les propriétaires. Dans son discours d'investiture le 4 mars 1861 (*Inauguration Day*), il déclare " *I have no purpose, directly or indirectly, to interfere with the institution of slavery where it exists. I believe I have no lawful right to do so, and I have no inclination to do so.*" Par la suite, Lincoln a précisé sa position sur l'esclavage en tant que Président, mais aussi à titre personnel. Le 22 août 1862, quelques semaines avant de signer la Proclamation d'Émancipation (le 22 septembre 1862), Lincoln répond par lettre à un éditorial de Horace Greeley (3 février 1811 – 29 novembre 1872),

propriétaire du très influent *New York Tribune* et partisan déclaré de l'abolition de l'esclavage : " *My paramount object in this struggle is to save the Union, and it is not either to save or to destroy slavery. If I could save the Union without freeing any slave I would do it ; and if I would save it by freeing all the slaves I would do it ; and if I could save it by freeing some and leaving others alone I would also do that.* "

Alors que la guerre fratricide continue de faire rage, Lincoln se présente à l'élection présidentielle de 1864 afin d'accomplir un deuxième mandat. La convention d'investiture de Baltimore désigne comme co-listier le sénateur démocrate du Tennessee Andrew Johnson (29 décembre 1808 – 31 juillet 1875) qui forme avec Lincoln un " ticket " qui se présente sous le vocable *National Union Party*. Réélu à une très imposante majorité, Lincoln peut ensuite faire approuver le Treizième Amendement à la Constitution (ratifié le 31 janvier 1865) mettant fin à l'esclavage légal aux États-Unis. Les opérations militaires prennent fin avec la reddition du général confédéré Robert E. Lee (19 janvier 1807 – 12 octobre 1870) à Appomatox en Virginie le 9 avril 1865. Pour Lincoln la fin de la guerre civile a aussi coïncidé à quelques jours près avec la fin de sa propre vie.

Dès février 1861, Lincoln fait l'objet d'une tentative d'assassinat à Baltimore alors qu'il est en route pour la cérémonie d'investiture. Cette tentative est heureusement éventée par Allan Pinkerton (25 août 1819 – 1 juillet 1884) et le Président arrive anonymement à Washington le 23 février 1861. (Le fondateur de la célèbre agence de détectives privés, dont la devise est *We Never Sleep* , est un partisan de Lincoln auprès duquel il joue le rôle d'agent de renseignements pendant la Guerre de Sécession). En mars 1865 (le 17), l'acteur de théâtre John Wilkes Booth (10 mai 1838 - 26 avril 1865) décide de kidnapper le Président afin de l'échanger contre dix mille prisonniers de guerre sudistes. Pour ce faire, l'acteur recrute cinq comparses : un espion sudiste aguerri, John Surratt Jr. (3 avril 1844 – 21 avril 1916), deux soldats confédérés démobilisés et deux civils pro-sudistes, déterminés selon leurs propres dires " à donner un coup de main ". (On jugera par soi-même du sérieux des préparatifs). Le soir du 17 mars, les conjurés interceptent une voiture dans laquelle est censé voyager le Président pour aller assister à une représentation théâtrale mais qui ne transporte en fait que le Secrétaire au Trésor, Salmon Portland Chase (13 janvier 1801 – 7 mai 1873) qu'ils laissent repartir sans coup férir.

L'échec de ce kidnapping et l'annonce de la reddition du général Lee à Appomatox conduit Booth à envisager une opération plus délicate encore : tuer tous les principaux responsables de l'Union, le Président Lincoln , le général Ulysses S. Grant (27 avril 1822 – 23 juillet 1885), le vice-président Andrew Johnson, et le Secrétaire d'État William H. Seward (16 mai 1801 – 10 octobre 1872) afin de "démoraliser" le Nord et permettre une paix négociée entre les belligérants. Booth se charge de tuer Lincoln et Grant lors de la représentation de la pièce, *Our American Cousin* du dramaturge britannique Tom Taylor (19 octobre 1817 – 12 juillet 1880) au Ford's Theatre à Washington. L'un des soldats sudistes, George Atzerodt (12 juin 1835 – 7 juillet 1865) a pour mission d'assassiner le vice-président et l'autre soldat sudiste, Lewis Payne, ou Powell, (22 avril 1844 – 7 juillet 1865) flanqué d'un jeune

adolescent de dix-neuf ans et par ailleurs simple d'esprit, David Herold (16 juin 1842 – 7 juillet 1865), doit tuer le Secrétaire d'État confiné chez lui suite à un accident survenu quelques jours plus tôt.

L'aventure tourne court car Azerodt décide finalement de ne pas s'en prendre au vice-président Andrew Johnson, " un homme qu'il n'avait même jamais rencontré " déclare-t-il lors de son procès. Le Secrétaire d'État Seward n'est que blessé par ses assaillants et le général Grant renonce à aller au théâtre. Booth se retrouve seul car John Surratt s'enfuit en Europe puis en Égypte. (Arrêté au Caire puis extradé aux États-Unis, Surratt est acquitté car le jury ne peut rendre un verdict unanime mais sa mère, Mary Surratt (Mai 1823 – 7 juillet 1865) qui n'est pas au courant du complot est déclarée coupable et pendue en même temps que les autres assassins).

Au théâtre vers 22h30, Booth profite du départ inopiné du détective préposé à la protection du Président pour tirer un coup de feu sur Lincoln en proférant le célèbre cri de Marcus Junius Brutus, assassin de Jules César le 15 mars de 44 av. J.C. *Sic Temper Tyrannis* (" Thus be it ever to Tyrants "). Il se fracture le tibia en sautant sur la scène avant de s'enfuir par une porte arrière. Lincoln est transporté dans un état désespéré dans une pension de famille située en face du théâtre (*Petersen House*) où il s'éteint le matin du 15 avril 1865 sans avoir repris connaissance.

John Wilkes Booth est rattrapé en Virginie le 26 avril et tué par un soldat de l'Union, Thomas P. " Boston " Corbett (29 janvier 1832 – 1° septembre 1894) qui est désavoué par ses supérieurs hiérarchiques mais applaudi par l'opinion publique pour avoir tué Booth en dépit des consignes de le prendre vivant. L'acteur, souvent présenté comme un acteur raté et surtout jaloux de la réputation de son père, est à ses propres yeux un tyrannicide armé d'une juste cause " *I am here in despair. And why ? For doing what Brutus was honored for – what made Tell a hero. And yet I, for striking down a greater tyrant than they ever knew, am looked upon as a common cutthroat* ". De toute évidence l'acteur, aveuglé par sa passion pour l'idéologie sudiste, est persuadé de se battre et de sacrifier pour une cause qui le dépasse. Il est ici évident que ce zélateur notoire du Sud et de l'esclavagisme a agi seul, en dehors de tout complot organisé par les ennemis politiques d'Abraham Lincoln.

La personnalité de Lincoln et les circonstances de l'attentat qui font de celui-ci le premier homicide sur la personne d'un Président ont quelque peu occulté les conséquences politiques de l'acte de John W. Booth. Avec l'arrivée au pouvoir du vice-président Andrew Johnson commence la période de l'histoire des États-Unis connue sous le nom de *Reconstruction Era* (1865 – 1877). Elle est marquée par les délicates procédures visant à réintégrer les onze États sécessionnistes dans l'Union qui vont voir s'affronter trois idéologies politiques adverses. L'idéologie reconstructive est soucieuse de tourner la page et d'effacer les stigmates de la guerre. L'idéologie suprémaciste veut que soit réaffirmée la suprématie de la race blanche et prône la violence raciale. L'idéologie émancipatrice veut assurer liberté civique et citoyenneté constitutionnelle aux Noirs américains libérés

Dans le droit fil de la philosophie de Lincoln, le Président Andrew

Johnson, adepte d'une ligne modérée, va se heurter très rapidement à la fraction dure du Parti Républicain (*The Radical Republicans*) qui veut " punir " le Sud pour son acte sécessionniste et limiter les droits constitutionnels des anciens États confédérés. Majoritaires au Congrès, les Radicaux contraignent les États du Sud à ratifier le Quatorzième Amendement à la Constitution (1868) puis font adopter quatre lois fort contraignantes (*The Military Reconstruction Acts*) pour instituer une occupation militaire dans les anciens États rebelles. A la faveur de ces lois, de nombreux Nordistes fondent sur le Sud ; des missionnaires, des professeurs, des hommes d'affaires et, surtout, de simples aventuriers avides de faire rapidement fortune en tirant parti de l'occupation militaire. Ces *carpetbaggers* contribuent à envenimer les tensions raciales, sociales et politiques entre le Nord et le Sud. (*A carpet bag was a form of cheap luggage made from carpet fabric*).

L'opposition virulente entre le Congrès " radical " et le Président "modéré " débouche sur une mise en accusation, fondée uniquement sur des divergences politiques et non sur des faits contraires à la dignité de la fonction présidentielle, du président Andrew Johnson les 2 et 3 mars 1868. A une seule voix de majorité, le Sénat ne suit pas le verdict de la Chambre des Représentants et refuse la destitution du Président.

Les nouveaux droits civiques accordés aux affranchis (*The freedmen*), en particulier le droit de vote, provoquent la naissance du Ku Klux Klan qui sème la terreur dans les années 1867 – 1868 en s'attaquant aux nouveaux élus afro-américains dans les institutions civiques. Parmi les trente-deux agressions recensées contre ces élus, vingt-trois sont mortelles. Nonobstant la poursuite d'une politique de modération du général Ulysses S. Grant (dix-huitième président des États-Unis de 1869 à 1877), les tensions ne s'estompent qu'après le compromis politique permettant l'élection du candidat républicain, l'ancien Gouverneur de l'Ohio Rutherford B. Hayes (4 octobre 1822 – 17 janvier 1893) comme dix-neuvième Président des États-Unis (1877 -1881) contre la promesse d'un retrait des troupes fédérales d'occupation.

Pour le président de l' *American Historical Association* Eric Foner, prix Pulitzer, la " Reconstruction " s'est soldée par un échec : " *What remains certain is that Reconstruction failed, and that for blacks its failure was a disaster whose magnitude cannot be obscured by the genuine accomplishments that did endure* " in *Reconstruction : America's Unfinished Revolution, 1863 -1877*. (New York, Harper & Row, 1988). De toute évidence, les successeurs de Lincoln ne se sont pas souvenus des paroles prophétiques prononcées lors de son investiture pour un deuxième mandat le 4 mars 1865, : " Sans méchanceté à l'égard de quiconque, avec charité pour tous, avec fermeté pour défendre la justice telle que Dieu nous a enseigné à la voir, efforçons nous [...] de panser les blessures de la nation et de [construire] une paix juste et durable ".

L'ASSASSINAT DE JAMES A. GARFIELD

Le vingtième président des États-Unis, James A. Garfield (19 novembre 1831 – 19 septembre 1881) n'est guère connu. Pour certains historiens, son seul titre de gloire est d'avoir été assassiné en début de mandat par un avocat américain, excentrique et fortement perturbé, un certain Charles J. Guiteau (8 septembre 1841 – 30 juin 1882.

C'est un peu par surprise que James A. Garfield reçoit l'investiture de la convention républicaine à Chicago en juin 1880. Le Parti est très divisé entre les partisans (*The Stalwarts*) du général Ulysses S. Grant qui, contrairement à la tradition instaurée par George Washington, brigue l'investiture pour un troisième mandat, ceux (*The Half-Breeds*) du sénateur du Maine, James G. Blaine (30 janvier 1830 – 27 janvier 1893), et ceux du sénateur de l'Ohio, John Sherman (10 mai 1823 – 22 octobre 1900). La faction des " faucons " favorable au général Grant est manipulée par les responsables républicains des États de New York, Pennsylvanie et Illinois qui refusent toute évolution apaisante pour les États du Sud.

En raison du refus déterminé du président Hayes de se représenter pour un deuxième mandat, la convention est partagée sans qu'une majorité puisse se dégager avant que James Garfield l'emporte au trente-sixième tour de scrutin ! Afin de tenter de réconcilier les factions adverses, Chester A. Arthur (5 octobre 1829 – 18 novembre 1886), qui a le soutien des " faucons " est élu candidat sur le "ticket " aux côtés du modéré James Garfield.

L'élection est remportée par le " ticket " républicain avec deux-cent quatorze votes dans le collège électoral mais simplement quelque sept mille voix d'avance sur près de neuf millions d'électeurs enregistrés. Le candidat démocrate, le très populaire général Winfield S. Hancock (14 février 1824 – 9 février 1886) n'a recueilli que cent-cinquante cinq votes dans le collège électoral, essentiellement ceux des États du Sud. Agressé dès juillet 1881, James Garfield ne peut rester en fonction, sans pouvoir d'ailleurs assumer toutes ses responsabilités en raison de son état de santé, que quelques mois, de mars à septembre 1881. Reste de son action politique une volonté de réformer le " système des dépouilles " (*The Spoils System*) alors en vigueur dans la fonction publique fédérale. Dès la cérémonie d'investiture du 4 mars 1881, Garfield précise ses intentions en la matière. " La fonction publique ne pourra jamais être placée sur une base satisfaisante jusqu'à ce qu'elle soit régulée par la loi. Pour le bien du service en lui-même, pour la protection de ceux qui sont chargés des nominations, contre la perte de temps et l'obstruction des affaires publiques causées par les pressions démesurées pour les postes et pour la protection des fonctionnaires en exercice contre les intrigues et les attaques. " En raison de la disparition de Garfield, c'est son successeur, Chester Arthur, qui mène à bien la réforme en faisant voter une loi en 1883, *The Pendleton Civil Service Reform Act*, du nom du

réformateur de l'Ohio, George Pendleton (19 juillet 1825 – 24 novembre 1889).

Le matin du 2 juillet 1881, James Garfield a prévu de se rendre au Williams College, une université du Massachusetts où il a fait ses études, pour y faire un discours. Alors qu'il traverse la rue (sans escorte) pour se rendre à la gare de Washington (*The Baltimore and Potomac Railroad*), Charles Guiteau s'approche de lui et lui tire deux balles dans le dos, à bout portant. La première balle érafle le bras du Président et la seconde se loge près du foie, sans que les médecins puissent la localiser avec précision. Très affaibli et en proie à de terribles souffrances, le Président survit quatre-vingt jours à ses blessures (sans remplir aucune fonction officielle). Le Président décède le lundi 19 septembre 1881 à 22h20 d'un infarctus du myocarde consécutif à une septicémie et à une pneumonie. (Le médecin personnel du Président, le docteur Willard Bliss (18 août 1825 – 21 février 1889), chirurgien en chef de l'hôpital des armées (*Armory*) à Washington, n'est pas partisan des nouvelles techniques de stérilisation prônées par le médecin britannique Joseph Lister (5 avril 1827 – 10 février 1912). Il a par ailleurs pour fâcheuse habitude d'enrôler ministres et membres du Cabinet pour servir d'infirmiers à ses côtés !) L'infection est l'une des causes du décès du Président Garfield...

En vertu de la section 6 de l'article II de la Constitution c'est le vice-président qui, à l'époque, doit exercer le pouvoir et remplir les des devoirs de sa charge. Mais Chester Arthur, qui ne s'entend guère avec James Garfield (bien que vice-président, il n'est pas convié aux réunions du Cabinet), est réticent à assumer ses responsabilités alors que le Président est toujours en vie. Il en résulte donc un vide institutionnel heureusement limité en raison du peu d'activités fédérales en période estivale. (Cette règle a été annulée et corrigée par le vingt-cinquième amendement).

Au cours de son procès qui débute le 14 novembre 1881, Charles Guiteau utilise l'argument de l'incompétence médicale pour s'exonérer du crime. *The doctors killed Garfield, I just shot him* . Ni les procureurs fédéraux, ni le jury ne sont persuadés de la justesse et de la validité de cette défense au cours de laquelle les avocats plaident aussi la folie temporaire pour expliquer le meurtre. Charles Guiteau est déclaré coupable le 25 janvier 1882 et pendu le 30 juin 1882, moins d'un an donc après avoir accompli son forfait.

Personnage fantasque et loufoque, Guiteau a capté l'attention lors de son procès par ses interventions débridées et hors de propos. (Il a fait l'objet de plusieurs études psychologiques et psychiatriques). Persuadé d'avoir été un instrument déterminant dans l'élection de Garfield en raison d'un délire narcissique puis se déclarant guidé par Dieu pour éliminer le Président coupable selon lui d'avoir renié les valeurs du Parti Républicain, Guiteau est sans conteste le seul artisan de l'acte criminel perpétré en 1881. Il n'y a ici aucune trace d'un quelconque complot. En témoigne son livre qui raconte l'épreuve de son procès, inique et incompréhensible selon lui (*The Truth and the Removal*, 1882).

L'ASSASSINAT DE WILLAM Mc.KINLEY

Le vingt-cinquième président des États-Unis, William Mc.Kinley (29 janvier 1843 – 14 septembre 1901) est élu pour un premier mandat en novembre 1896 et réélu pour un second mandat en novembre 1900 contre le même adversaire démocrate William Jennings Bryan (19 mars 1860 – 26 juillet 1925). Il succède au président démocrate Grover Cleveland (18 mars 1837 – 24 juin 1908) qui est le seul président américain à avoir été élu pour deux mandats non consécutifs (vingt-deuxième président de 1886 à 1890 et vingt-quatrième président de 1894 à 1898).

Membre influent du Parti Républicain au sein de la Chambre des Représentants (en particulier président de la principale commission de la Chambre, *The Ways and Means Committee* en 1880), il est aussi gouverneur de l'État de l'Ohio de 1892 à 1896. Il obtient l'investiture des Républicains pour la campagne présidentielle dès le premier tour de scrutin à la convention républicaine de St. Louis le 18 juin 1896, Mo. (La ville a été nommée ainsi en l'honneur du roi de France). Le principal enjeu de la bataille présidentielle est la grave crise économique qui secoue le pays. La campagne conçue par son ami et principal conseiller, l'homme d'affaires Mark Hanna (24 septembre 1837 – 15 février 1904), adopte une stratégie politique révolutionnaire pour l'époque et lui permet de battre largement son adversaire, William J. Bryan, soutenu à la fois par le Parti Démocrate et par le Parti Populiste.

Le premier mandat présidentiel de Mc.Kinley coïncide avec une croissance économique rapide grâce à l'adoption d'une politique protectionniste destinée à protéger l'industrie américaine de la concurrence étrangère et à l'abandon du bimétallisme. Mc.Kinley défend le *Dingley Act* du 24 juillet 1897 qui augmente les droits de douane des produits importés de 52 à 57% et contribue à l'adoption du *Gold Standard Act* le 14 mars 1900.

En politique étrangère Mc.Kinley lance les États-Unis dans une guerre contre l'Espagne à propos de Cuba (20 avril 1898 – 6 février 1899) et, dans la foulée procède à l'annexion des Philippines, de Porto-Rico, de Hawaï et de l'île de Guam. Tous les territoires conquis à cette époque sont restés américains à l'exception des Philippines (indépendance en 1946) et Cuba (révolution castriste).

Le second mandat présidentiel de Mc.Kinley débute sous les meilleurs auspices avec une nouvelle et éclatante victoire contre le même adversaire démocrate, William J. Bryan. Il remporte la plus large victoire pour un candidat républicain depuis 1872 avec deux cent quatre-vingt douze votes dans le collège électoral (contre cent cinquante-cinq à Bryan) et près de neuf cent mille voix d'avance dans le scrutin populaire. Suite au décès en cours de mandat de son vice-président, Garrett A. Hobart (3 juin 1844 – 21 novembre 1899), la convention élit Theodore Roosevelt (27 octobre 1858 – 6 janvier 1919) comme colistier. Celui-ci, très populaire en raison de ses faits militaires dans la guerre contre l'Espagne devient le principal orateur de la

campagne (Mc.Kinley ne prononce qu'un seul discours... pour accepter l'investiture votée par la convention.)

Pour cette campagne se retrouvent les mêmes candidats mais les sujets de préoccupation sont différents. La question du bimétallisme est oubliée et tandis que les Républicains mettent l'accent sur la prospérité du pays, les Démocrates critiquent l'impérialisme américain et dénoncent les grands monopoles et les puissances financières qui bénéficient de la bienveillance de Mc. Kinley.

Peu après la cérémonie d'investiture du 4 mars 1901, Mc.Kinley entreprend une tournée de six semaines dans le pays. En septembre 1901, le président se trouve à Buffalo, NY, pour visiter l' exposition Pan-américaine. Il prononce un grand discours devant cinquante mille personnes le 5 septembre et revient le 6 pour visiter l'un des bâtiments phares de l'exposition, *The Temple of Music*. Une longue file de visiteurs attend pour serrer la main du Président. Dans celle-ci se trouve un américain d'origine polonaise, Leon Czolgosz (5 mai 1873 – 29 octobre 1901). Arrivé en tête de queue à hauteur du Président, Czolgosz tire deux balles à bout portant qui l'atteignent à l'abdomen. Pris en charge dans l'enceinte même de l'exposition, Mc. Kinley semble d'abord se remettre de ses blessures, mais la gangrène se propage dans son estomac et commence à empoisonner son sang. Affaibli par une infection généralisée, le Président meurt le 14 septembre à 2h15 du matin.

L'assassin du Président Mc.Kinley est un solitaire outré par l'injustice sociale et le chiasme grandissant entre la classe possédante et la classe ouvrière. Il pense que cette responsabilité est le fait des institutions fédérales. Alors que le roi d'Italie, Hubert I, est assassiné par l'anarchiste Gaetano Bresci (10 novembre 1869 – 22 mai 1905) il décide d'imiter le geste du régicide et de tuer le Président. Il le fait en toute connaissance et il ne montre aucun remords. Avant d'être électrocuté à la prison d'Auburn, NY, il déclare : " *I killed the President because he was the enemy of the people – the good working people. I am not sorry for my crime.* " Czolgold se revendique donc comme faisant partie du mouvement anarchiste particulièrement prégnant aux États-Unis en cette fin de dix-neuvième siècle. Plusieurs théoriciens du mouvement y ont trouvé refuge. Benjamin Tucker (17 avril 1854 – 22 juin 1939) est le principal partisan de l'anarchisme individualiste prôné par sa revue *Liberty* publiée de 1881 à 1908. Emma Goldman (27 juin 1869 – 14 mai 1940), née en Russie, émigre aux États-Unis en 1885 et y publie livres et articles avant d'être expulsée vers son pays natal en 1917. (Gravitent aussi autour de ces deux principaux animateurs du mouvement anarchiste plusieurs partisans à l'instar de Voltairine de Cleyre, née en France comme son prénom le laisse supposer (17 novembre 1866 – 20 juin 1912) et Alexandre Berckman, né en Lituanie le 21 novembre 1870 et qui se suicide à Nice le 28 juin 1936).

Le crime de Czolgosz ne fait toutefois pas l'unanimité au sein de la mouvance anarchiste même s'il est salué par Emma Goldman, un temps soupçonnée d'avoir été impliquée dans l'assassinat et mise au cachot, avant d'être exonérée et relâchée faute de preuves formelles. Emma Goldman pense que Czolgosz est un

véritable héros et elle publie un article en ce sens dans la revue *Free Society* en octobre 1901 dans lequel elle compare Czolgosz à Marcus Junius Brutus rappelant ainsi (volontairement?) le crime perpétré sur le Président Lincoln quelques années auparavant par John Wilkes Booth. Dans cet article au titre à double sens, " The Tragedy at Buffalo ", elle déclare aussi que William Mc.Kinley est le président des puissances d'argent et l'ami des trusts industriels, (*the president of the money kings and trust magnates*). Nombre de militants anarchistes et de compagnons de route radicaux refusent cependant de la suivre et dénoncent le geste irréfléchi de Czolgosz, persuadés qu'il n'a pas aidé la cause anarchiste en assassinant le Président. (Rappelons à ce sujet que suite à l'assassinat du Président Garfield le 2 juillet 1881, le comité " exécutif " du mouvement terroriste russe *Narodnaya Volya* qui venait de tuer à la dynamite le 13 mars 1881 le tsar Alexandre II (29 avril 1818 – 13 mars 1881), émet une véhémence protestation, les révolutionnaires slaves n'admettant pas que l'on attente à la vie du chef d'une nation où fleurissent les libertés politiques ! (*La Volonté du Peuple*, 23 octobre 1881, n° 6).

La disparition de William Mc.Kinley entraîne automatiquement la promotion de son vice-président. Dès sa prestation de serment Theodore Roosevelt déclare : *When compared with the suppression of anarchy, every other question sinks into insignificance* . Et comme les médias font le lien entre le mouvement anarchiste et l'immigration (les États-Unis n'ont pas encore mis en place la politique des quotas , *Emergency Quota Act* du 19 mai 1921 et, surtout, *Immigration Act* du 16 mai 1924 signée par le Président Républicain Calvin Coolidge (4 juillet 1872 – 5 janvier 1933.), le Président Roosevelt fait voter par le Congrès le 3 mars 1903 une loi qui favorise la déportation des anarchistes, *The Anarchist Exclusion Act*. Dans le même temps, il engage des réformes sociales et instaure une politique de régulation des pouvoirs des magnats de l'acier et du rail. Sa politique de l'environnement (avant l'heure) transforme le paysage urbain américain avec une plus grande place accordée aux parcs et jardins. Certains historiens ont d'ailleurs écrit que c'est l'assassinat du Président par l'anarchiste américano-polonais qui a poussé Roosevelt à entreprendre cette politique novatrice. L'hypothèse est séduisante mais...hardie car rien ne permet d'affirmer que l'acte criminel de Czolgosz a été la cause *directe* de l'évolution de la politique présidentielle au plan intérieur. Les manifestations ouvrières toujours plus nombreuses, les grèves (souvent très dures), une certaine forme d'activisme social relayée par des journaux et magazines progressistes et l'intérêt bien compris des cartels industriels ont sans doute eu autant d'impact que le geste isolé du militant anarchiste.

Le troisième assassinat d'un président amène le Congrès à se saisir de la question de la sécurité présidentielle. Il demande, mais de manière informelle, au *Secret Service* d'en prendre le contrôle. Le *Service*, créé par une loi signée le 14 avril 1865 par le Président Lincoln le jour même de son assassinat , ne s'occupe alors que des contrefaçons des billets de banque, problème endémique pendant la Guerre de Sécession. Il est d'ailleurs placé sous la responsabilité du ministère du Budget

(*Department of Treasury*). A partir 1906, le *Service* est officiellement chargé de la protection du Président et des personnalités définies par la loi. (Depuis 2003, il est placé sous la tutelle du *Department of Homeland Security* . Il bénéficie d'un budget d'environ deux milliards de dollars (insuffisant pour assurer la sécurité du Président Trump et de sa nombreuse famille !). Il emploie quelque six mille agents en civil et environ mille trois cents en uniforme (pour la protection de la Maison Blanche).

L'ASSASSINAT DE JOHN F. KENNEDY

Plus de cinquante ans après le drame, *a cruel and shocking act*, selon le rapport final de la Commission Warren (24 septembre 1964), de nombreuses interrogations continuent à alimenter le débat. Qui a tué John Fitzgerald Kennedy (29 mai 1917 – 22 novembre 1963) ? Le gouvernement américain a -t-il cherché par tous les moyens à étouffer l'affaire (*cover-up*) ? En savons-nous plus maintenant que quelque cinquante mille documents ont été déclassifiés ? Pourquoi l'opinion publique américaine (et internationale) continue-t-elle de penser très majoritairement que les conclusions officielles ne correspondent pas à la réalité ?

Lorsque JFK est assassiné l'Amérique est en proie à de graves problèmes tant en matière de diplomatie extérieure qu'en politique intérieure. Cuba représente le sujet le plus délicat pour l'Administration américaine confrontée au succès de la révolution castriste. Les multiples tentatives pour faire échec au nouveau régime cubain en essayant d'assassiner Fidel Castro (13 août 1926 – 25 novembre 2016) ne donnent rien. La crise internationale créée par l'installation des missiles soviétiques sur l'Île de Cuba est à deux doigts de provoquer une déflagration nucléaire. Sur le plan intérieur, la volonté de Robert F. Kennedy, *Attorney General* , de s'attaquer au Crime Organisé et de faire respecter la législation sur les droits civiques de la minorité noire (en particulier dans les États du Sud) provoque de vives réactions antagonistes, voire des haines irrépressibles chez ses adversaires politiques.

Au cœur de ces interrogations la question centrale revient comme un leitmotiv si l'on garde en mémoire que toutes les crises latentes ou avérées de l'époque fournissent suffisamment de raisons pour s'en prendre à la personne de JFK. Alors qui et pourquoi ?

Le Président Kennedy a été tué le vendredi 22 novembre 1963 à midi trente tandis qu'il remonte en voiture l'une des principales artères de Dallas, *The Dealy Plaza* . Son corps est immédiatement rapatrié à bord de *Air Force One*, l'avion personnel du Président, en compagnie de son épouse Jacky (25 mars 1911 – 19 mai 1994) et de son successeur qui prête serment en tant que trente-sixième Président à bord de l'appareil, Lyndon B. Johnson (27 août 1908 – 22 janvier 1973). L'assassin présumé, Lee Harvey Oswald (18 octobre 1939 – 24 novembre 1963) est arrêté

alors qu'il vient de tuer un agent de police qui est sur le point de l'interpeller, J.D. Tippit (18 septembre 1924 – 22 novembre 1963). Il est formellement accusé du meurtre de John Fitzgerald Kennedy en dépit de ses protestations qui lui font déclarer qu'il n'est qu'un bouc émissaire (*a patsy*). Interrogé dans les locaux de l'Hôtel de police de Dallas (mais sans qu'une transcription de l'interrogatoire soit réalisée), Oswald est assassiné (en direct à la télévision!) lors de son transfert vers la prison du Comté par un propriétaire de boîte de nuit, connu pour être affilié à la Mafia, du nom de Jack Rubin (25 mars 1911 – 3 janvier 1967).

Le 29 novembre 1963, le Président Lyndon B. Johnson signe un décret présidentiel (*Executive Order 11130*) créant une Commission chargée d'enquêter sur les circonstances de l'assassinat de John F. Kennedy (*The President's Commission on the Assassination of President Kennedy*). Bientôt connue sous le nom de *Warren Commission* car présidée par le Président de la Cour Suprême (*Chief Justice of the United States*) Earl Warren (19 mars 1891 – 9 juillet 1974), elle comprend deux sénateurs, Richard B. Russell (2 novembre 1897 – 21 janvier 1971), Démocrate de Géorgie et John S. Cooper (23 août 1901 – 21 février 1991), Républicain du Tennessee et deux députés (*representatives*), Gerald Ford (14 juillet 1913 – 26 décembre 2006), Républicain du Michigan et futur vice-président puis président des États -Unis de 1974 à 1977 et Thomas H. Boggs (18 septembre 1940 – 15 septembre 2014), Démocrate de Louisiane. Siégeaient aussi au sein de la Commission John Mc. Cloy (31 mars 1895 – 11 mars 1989), ancien Haut-Commissaire en Allemagne (*High Commissioner for Occupied Germany*) de 1949 à 1952 et Allen Dulles (7 avril 1893 – 29 janvier 1969), ex-directeur de la C.I.A. "démissionné " par JFK après l'échec de l'opération de la Baie des Cochons (*The Bay of Pigs*) le 17 avril 1961.

La Commission Warren mène son enquête en utilisant les rapports du F.B.I., de la C.I.A., du *Secret Service* et du Département d'État et recrute, pour ce faire, de nombreux juristes (*lawyers*) dont le moins qu'on puisse en dire est qu'ils n'ont aucune expérience du terrain. La Commission rend son *Rapport Final* au Président Lyndon B. Johnson le 24 septembre 1964 qui conclut que Lee Harvey Oswald (tout comme Jack Ruby) ont agi seuls sous l'emprise d'une impulsion irrésistible. Elle récuse donc formellement l'idée d'un possible complot politique ou mafieux.

Dès sa publication, le *Rapport Final* est critiqué par les médias pour son manque de professionnalisme (interviews incomplets, témoins non interrogés...) et il est depuis avéré que de nombreux éléments en possession du F.B.I et de la C.I.A. ont été conservés par les deux agences fédérales au lieu d'être transmis à la Commission. (Il faut d'ailleurs noter que la publication complète des faits et témoignages compte vingt-six forts volumes alors que le *Rapport Final* ne contient que 888 pages!). Bon nombre de commentateurs avancent alors l'hypothèse qu'en raison de la documentation incomplète transmise par le F.B.I. et la C.I.A. la Commission s'est forgée une idée pré-conçue des circonstances de l'attentat et qu'elle l'a entérinée en présentant les preuves en sa possession de telle façon que celles-ci corroborent son idée première. Dès lors, les demandes de révision des conclusions de la Commission Warren sont légion et s'accompagnent d'enquêtes et de recherches parallèles pour

tenter de trouver la solution. A la fin de l'année 1966 le procureur (*District Attorney*) de La Nouvelle Orleans (*Orleans Parish*), Jim Garrison (20 novembre 1921 – 21 octobre 1992) entreprend d'enquêter sur les liens entre Lee Harvey Oswald (originaire de la ville) et des hommes d'affaires locaux. Son enquête provoque de nombreuses polémiques et controverses mais n'a pas de résultats tangibles et n'a réussi qu'à retarder la création de nouvelles structures d'enquêtes officielles.

Le Congrès décide en septembre 1976 de créer une commission spéciale de la Chambre des Représentants (*The United States House of Representatives Select Committee on Assassinations* ou *HSCA*) pour enquêter sur les assassinats de John Fitzgerald Kennedy et de Martin Luther King (15 janvier 1929 – 4 avril 1968). Cette commission connaît un démarrage difficile en raison des nombreuses divergences idéologiques entre ses membres prompts par ailleurs à entrer dans des querelles intestines. Elle commence vraiment à fonctionner sous la houlette de son troisième président, Louis Stokes (23 février 1925 – 18 août 2015) et de son conseiller juridique (*Special Counsel*) G. Robert Blakey (7 janvier 1936 -) et elle publie son rapport final en 1979. La Commission conclut que le Président Kennedy a sans doute été victime d'un complot mais elle est incapable de donner le nom des comploteurs. Elle indique aussi qu'en raison des preuves disponibles, le complot n'est le fait ni de l'Union Soviétique, ni de Cuba, ni du Crime Organisé, ni du F.B.I., ni de la C.I.A., ni du Secret Service. En raison de ces conclusions confuses et des revirements ultérieurs de G. Robert Blakey sur le rôle de la C.I.A., le travail de la commission *HSCA* ne peut être considéré comme un élément déterminant dans la recherche de la vérité. Dès 1988, le Département de la Justice (Attorney General) transmet à la commission un mémorandum qui souligne qu'aucune preuve de complot ne peut être avancée (no persuasive evidence can be identified to support the theory of a conspiracy in [...] the assassination of President Kennedy).

Le film d'Oliver Stone (15 septembre 1946 -), *JFK* , connaît un grand succès populaire au moment de sa sortie en novembre 1991 mais reçoit un accueil très critique dans les médias. En particulier le magazine *Newsweek* lui consacre un article cinglant au titre particulièrement évocateur, " *The Twisted Truth of ' JFK ' : Why Oliver Stone's New Movie Can't Be Trusted* ". Stone s'est inspiré uniquement des recherches de deux partisans de la théorie du complot, celles du procureur Jim Garrison, *On the Trail of the Assassins* (1988) et celles du journaliste d'investigation Jim Marrs (5 décembre 1943 – 2 août 2017), *Crossfire : The Plot That Killed Kennedy* (1989).

Le film ne peut donc être retenu comme une source valable mais son indéniable impact populaire contribue à la création par le Congrès en 1992 d'une agence indépendante chargée de réunir toute la documentation disponible sur l'acte de Dallas, *The Assassination Records Review Board* . L'agence fonctionne de 1994 à 1998 pour déclassifier des millions de pages de documents en provenance du F.B.I., de la C.I.A., de la commission *HSCA* et de la Commission Warren. Son rapport final est publié en septembre 1998 et ses archives transmises aux Archives Nationales localisées à College Park dans le Maryland (*The National Archives and Records*

Administration). Les historiens qui ont consulté tous ces documents ont conclu qu'il n'y a pas de découverte fracassante mais que le dossier Kennedy est loin d'être clair et net (*There appears to be no smoking gun, but something smells*). Il n'y a pas de preuve de la culpabilité indéniable de quiconque mais il apparaît que la C.I.A. a été très réticente à transmettre la documentation requise en général et en particulier à propos du soi-disant voyage de Lee Harvey Oswald à Mexico. Alors qui a assassiné John Fitzgerald Kennedy ?

La thèse de l'assassinat par un homme seul et mentalement dérangé (*a lone nut*) reste défendue par de nombreux observateurs. Pour ceux-ci, la culpabilité de Lee Harvey Oswald ne fait aucun doute car une balle et des fragments de balles ont pu être rapprochés de son fusil retrouvé sur son lieu de travail, *The Texas School Book Depository* . Il a par ailleurs quitté les lieux du crime tout de suite après la fusillade tuant au passage un policier sur le point de l'interpeller. Ces indices semblent indiquer qu'Oswald veut s'en prendre au pouvoir américain désireux de renverser le régime communiste de Castro. D'ailleurs, quelques mois auparavant Lee Oswald tire sur le général Edwin Walker (10 novembre 1909 – 31 octobre 1993), qui en raison de son anticommunisme virulent et ses positions extrémistes en matière de ségrégation raciale se voit relevé de ses fonctions par Kennedy en 1961. De plus, les preuves médicales semblent montrer que tous les coups de feu ont été tirés d'une position élevée et à l'arrière du convoi présidentiel.

La thèse du complot est aussi ardemment défendue par tous ceux qui refusent d'entériner l'hypothèse d'un tueur solitaire assoiffé de vengeance et motivé par son idéologie communiste. Tout comme est âprement discutée l'idée selon laquelle Oswald a agi seul puisque dès le début les autorités chargées de l'enquête n'étudient pas d'autres pistes que celle du tueur solitaire. En ce sens, le mémorandum envoyé le 25 novembre 1963 par le *Deputy Attorney General* Nicholas Katzenbach (17 janvier 1922 – 8 mai 2012) au nouveau Chargé de Communication de la Maison Blanche, le journaliste Bill Moyers (5 juin 1934-) est révélateur de la volonté du gouvernement de ne pas faire de vagues. Dans le second paragraphe il écrit : *The public must be satisfied that Oswald was the assassin ; that he did not have confederates who are still at large ; and that the evidence was such that he would have been convicted at trial* .

Donc, qui a tué Kennedy ? Un homme seul ou un groupe de comploteurs insatisfaits de la politique du Président ? Dans ce cas, quels sont les conspirateurs ? Ici encore, les preuves ne sont qu'indirectes (*circumstantial*) et posent problème en raison même du fait que beaucoup de groupes ou de lobbies sont déterminés à se débarrasser d'un président qui contrarie leurs vœux. Les motifs et les motivations sont aussi nombreux que divers. Selon James Marrs " *the motives for the murder of Kennedy were Attorney General Robert F. Kennedy's attack against organised crime (Mafia motive) ; President Kennedy's failure to support the Cuban exiles at the Bay of Pigs invasion (Cuban and C.I.A. motive) ; the 1963 Nuclear Test Ban Treaty (military-industrial complex, or M.I.C. motive) ; Kennedy's plan to withdraw from Vietnam before the end of 1965 (Joint Chiefs of Staff and M.I.C. motive) ; Kennedy's*

talk about taking away the oil-depletion allowance (Texas oil-men motive) ; Kennedy's monetary policies (international bankers motive) ; Kennedy's decision to drop Vice-President Lyndon B. Johnson from the ticket in 1964 (LBJ motive) and Kennedy's active civil rights policy (Texas racist billionaires motive). Ce que l'on peut considérer comme une liste à la Prévert et qui ne donne aucune solution à l'énigme montre à tout le moins le climat de haine latente dans lequel le drame s'est noué. [Le traité sur l'arrêt des essais nucléaires a été signé le 5 août 1963 à Moscou par l'URSS, le Royaume-Uni et les USA puis ouvert à la ratification aux États qui le souhaitaient]. [Les confidences de Kennedy sur la suppression des avantages fiscaux pour épuisement des ressources (*oil depletion*) dont bénéficient les producteurs de pétrole inquiètent les Texans...].

Les hypothèses sur l'existence d'un complot ne donnent pas la véritable identité du ou des criminels mais elles éclairent d'un jour très cru les actions de la C.I.A. en relation avec le soi-disant voyage de Lee Harvey Oswald à Mexico pour prendre langue avec les ambassades , cubaine et soviétique quelques semaines (en septembre-octobre 1963) avant le drame de Dallas. Les récentes déclassifications de documents en provenance de l'Agence montrent indubitablement qu' Oswald ne s'est jamais rendu au Mexique pour y rencontrer des espions russes ou cubains. La question se pose donc de savoir pourquoi la C.I.A. a trompé son monde. " *Why would someone who wasn't Oswald pretend to be Oswald and run around visiting Soviet and Cuban embassies ? Could it be that someone was trying to set up Oswald to make it look like he was working with the " commies " to kill Kennedy ? If anyone wanted an excuse to start a war with Cuba and the Soviets, this was an opportunity served on a silver platter "*. (Dick Russel, Nov.13, 2017, " *The JFK Files : New Light on Oswald and Mexico City* " in *DeepState Politics*). De toute évidence, la C.I.A., dans son désir d'éliminer Fidel Castro (avec l'aide des exilés cubains et de la Mafia) a travesti et retenu certains éléments biographiques relatifs à Oswald dans le but de le placer au cœur de la conspiration meurtrière. L'Agence a pris soin de conserver pendant de nombreuses années et surtout pendant le déroulement de l'enquête de la Commission Warren des documents compromettants pour son action subversive. La thèse selon laquelle la C.I.A. a (dés)orienté les recherches est corroborée par le témoignage donné à la chaîne PBS par le *Chief Counsel* G. Robert Blakey en 2003 " *I no longer believe that we were able to conduct an appropriate investigation of the Agency and its relationship to Oswald. [...]. We now know that the Agency withheld from the Warren Commission the CIA-Mafia plots to kill Castro. Had the commission known of the plot, it would have followed a different path in its investigation. The Agency unilaterally deprived the commission of a chance to obtain the full truth, which will now never be known. Significantly, the Warren Commission's conclusion that the agencies of the government co-operated with it is, in retrospect, not the truth. We also know that the Agency set up a process that could only have been designed to frustrate the ability of the committee in 1976-79 to obtain any information that might adversely affect the Agency. Many have told me that the culture of the Agency is one of prevarication and dissimulation and that you cannot trust it or its people. Period. End of story. I am now in that camp. "*

Le témoignage de Blakey est ferme, sans ambiguïté, et ... à rebours de ses premières déclarations à l'issue de l'enquête de l' *HSCA* en 1979. Il confirme l'implication (directe ou indirecte) de la C.I.A. dans l'assassinat de Kennedy bien que tous les documents pertinents ne soient pas encore déclassifiés. Il en reste environ deux cents à faire connaître au public ... vers 2024. Nonobstant l'intérêt morbide de l'opinion publique pour connaître enfin la vérité sur l'identité du meurtrier ou des comploteurs, la vraie question à se poser quarante-cinq ans après le drame n'est-elle pas celle-ci : Quelles conséquences le meurtre a-t-il eu sur le futur de la société américaine ? En ce sens, la réticence du public à admettre les conclusions officielles sont justifiées (*the public smelled a rat*). Nul doute que la confiance envers les institutions et leurs représentants a sans cesse diminué depuis l'assassinat de Kennedy et le fiasco de la guerre du Vietnam. Kennedy vivant et accomplissant un deuxième mandat, la société américaine n'aurait pas connu les atrocités commises au Vietnam, le scandale du Watergate et les assassinats de Robert F. Kennedy et de Martin Luther King. Il est possible d'imaginer une nation où la paix et la prospérité auraient été élevées au rang de valeurs cardinales et telle que l'a imaginée JFK dans son célèbre discours, *A Strategy of Peace*, le 10 juin 1963 à l' American University de Washington.

Mais est-il légitime d'étudier la vie politique des nations à l'aune d'actes meurtriers ? Il semble clair que le meurtre politique n'a pas d'effet *direct* sur le devenir des nations mais il est aussi clair que la violence létale modifie le cours normal de l'histoire. Certains assassinats paraissent fortuits et ne sont que de simples accidents de la vie, comme les catastrophes naturelles ou les épidémies. D'autres assassinats se sont produits dans une telle atmosphère de haine qu'ils apparaissent rétrospectivement comme inévitables. Mais quelque soit sa nature ou sa motivation, l'assassinat politique commis dans le but de saper les fondements mêmes du pouvoir ne peut en définitive que renvoyer au monde l'image de son propre échec.

